

Bulletin bibliographique 94 Janvier 2016

Retraite

Niveau des retraites et niveaux de vie des retraités

Le Pouvoir d'achat des retraités : réunion du 14/10/2015, documents de travail.

Paris : COR, 2015, non paginé.

Cette séance s'inscrit dans le cadre de la préparation du 13^{ème} rapport thématique sur la situation des retraités. La première partie du dossier étudie les évolutions du pouvoir d'achat au cours de la retraite, en comparant les revalorisations effectives des pensions brutes et nettes à l'indice des prix à la consommation et en analysant les évolutions d'un indice des prix adapté à la structure de la consommation des retraités. Puis, sont passées en revue les contraintes budgétaires des retraités : le dossier apporte des informations sur les charges qui pèsent en général moins sur le budget des retraités (remboursements d'emprunts et logement) et sur les charges qui, au contraire, sont susceptibles de peser davantage sur leur budget (santé et dépendance).

<http://www.cor-retraites.fr/article457.html>

Les Retraités : un état des lieux de leur situation en France - Treizième rapport.

Paris : COR, 2015, 247 p.

Ce treizième rapport du Conseil d'orientation des retraites étudie, en première partie, les montants de pension et le niveau de vie des retraités. La deuxième partie est consacrée aux habitudes de consommation, d'épargne et au patrimoine des retraités. Dans la dernière partie, le Conseil analyse les conditions de vie des retraités, de l'état de santé aux conditions de logement en passant par la satisfaction des retraités dans la vie.

<http://www.cor-retraites.fr/article459.html>

Structures familiales, transferts intergénérationnels, bien-être : réunion du Conseil du 25/11/2015, documents de travail.

Paris : COR, 2015, non paginé.

La première partie du dossier examine le niveau de vie des retraités selon leur situation conjugale, le nombre d'enfants encore à charge au moment de la retraite et l'évolution du niveau de vie au long du cycle de vie (notamment lors du passage à la retraite) pour les générations successives. La deuxième partie rassemble des études sur les héritages, donations et aides financières entre générations. La troisième partie aborde enfin, pour la première fois au Conseil d'orientation des retraites, le thème du bien-être des retraités, en examinant ses déterminants et en apportant de nouveaux éclairages sur le sentiment d'aisance financière.

<http://www.cor-retraites.fr/article463.html>

Retraite

Méthodologie

Les Ages de départ à la retraite en France : évolutions et déterminants : colloque annuel du 02/12/2015, documents de travail.

Paris : COR, 2015, non paginé.

Ce 13^{ème} colloque du COR vise à analyser les effets des réformes sur les âges de liquidation des droits à la retraite. Pour une bonne partie des assurés, ces âges diffèrent des âges de sortie définitive de l'emploi, qui renvoient à d'autres problématiques liées au marché du travail. Le colloque met en perspective plusieurs travaux récents, qui évaluent l'impact des réformes sur les âges de liquidation et

apportent des éclairages sur les comportements de départ à la retraite. A également été présenté un simulateur permettant de visualiser les effets sur les retraites d'une évolution des âges de départ année après année.

<http://www.cor-retraites.fr/article458.html>

Rapport 2014 du médiateur de l'Assurance retraite.

Paris : Cnav, 2015, 171 p.

Pour répondre aux sollicitations des assurés et améliorer leurs relations avec l'Assurance Retraite, le médiateur émet plusieurs recommandations :

- mieux connaître ses assurés à travers leurs sollicitations ;
- simplifier la réglementation ;
- s'appuyer sur les partenariats institutionnels ;
- agir ensemble pour être plus efficace ;
- poursuivre l'intégration de la médiation dans l'offre de service ;
- rendre la médiation accessible en toutes circonstances ;
- faire de l'Assurance retraite un réseau d'experts reconnus ;
- renforcer l'efficacité des actions de médiation et concevoir leur évaluation.

<https://www.lassurance-retraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub-bootstrap/files/pdf/rapports-documents-reference/rapport-mediateur-cnav-2014.pdf>

Rapport sur les pensions de retraite de la fonction publique (annexe au projet de loi de finances pour 2016) / Direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Paris : Ministère de la Décentralisation et de la fonction publique, 2015, 231 p.

Ce rapport fait le point sur l'enjeu financier représenté par les pensions de retraite des fonctionnaires. Il dresse un panorama des régimes de retraite de la fonction publique. Enfin, il fournit les principales données concernant les pensions des agents publics et présente les perspectives d'évolution des différents régimes de retraite.

http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance-publique/files/farandole/ressources/2016/pap/pdf/jaunes/jaune2016_pensions.pdf

Retraite

Indicateurs de retraite

Evolution de l'âge de départ à la retraite : interpréter les indicateurs / DI PORTO Alessandra.

In : Cnav - Cadr'@ge, 30, novembre 2015, 9 p.

L'âge de départ à la retraite est un indicateur clé pour le suivi du système de retraite. Il a augmenté d'un an, passant de 61 ans et 4 mois à 62 ans et 4 mois. Cette augmentation est liée en partie à des effets de calendrier de réformes. Cet article analyse les derniers chiffres et démontre que cet âge de départ peut être déterminé de manière différente selon que l'on considère une année donnée ou une génération particulière.

<http://www.statistiques-recherches.cnav.fr/images/publications/cadrage/Cadrage-30.pdf>

Le Taux de rendement interne du système de retraite français : quelle redistribution au sein d'une génération et quelle évolution entre générations ? / DUBOIS Yves/MARINO Anthony.

In : Insee - Economie et statistique, 481-482, décembre 2015, 18 p.

Le taux de rendement interne (TRI) du système de retraite compare de manière synthétique les prestations reçues tout au long de la retraite à l'ensemble des contributions versées durant la vie active. Les auteurs de cet article comparent tout d'abord les taux de rendement des générations 1950 à 1980. Hors réformes, le rendement serait resté à un niveau très supérieur à son niveau d'équilibre. Les réformes l'ont rapproché de cette valeur d'équilibre, mais à un degré qui reste tributaire des hypothèses de croissance économique. Sont ensuite analysés les facteurs de la baisse du rendement.

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ES481D.pdf

Recueil statistique 2014.

Paris : Cnav, 2015, 272 p.

Ce recueil statistique regroupe, pour l'année 2014, les résultats détaillés : de l'assurance vieillesse du régime général, de l'assurance veuvage, ainsi que de l'ex-Caisse autonome mutuelle de retraite (CAMR).

Retraite

En Europe et dans le monde

Ageing in Europe - Supporting Policies for an Inclusive Society (Le vieillissement en Europe - Politiques de soutien pour une société inclusive).

Munich : Share, 2015, 380 p.

Les résultats de cette étude révèlent des variations très importantes entre les revenus des retraités en Europe : en Pologne, Italie, Grèce et République tchèque, 50% des retraités ont des difficultés budgétaires, 20% au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas. Il est à noter que les conditions de travail et le niveau de rétribution sont des facteurs qui concourent au bien-être des personnes âgées et influent par conséquent sur la prise de retraite anticipée. La Commission européenne entend s'inspirer des résultats de cette étude pour relever le défi démographique et encourager le vieillissement actif.

<http://www.degruyter.com/view/product/462442>

Demanding Occupations and the Retirement Age (Métiers pénibles et âge de la retraite) /DE GRIP Andries/ELSAYED Ahmed/FOUARGE Didier,...

Bonn : Institute for the Study of Labor (IZA Discussion Paper, 9430), 2015, 55 p.

Dans les pays où les retraites ont été réformées et l'âge de la retraite allongé, il est question de faire une exception pour les travailleurs ayant des professions exigeantes, compte tenu des risques pour leur santé. Les auteurs analysent les données de l'enquête néerlandaise sur l'opinion du public sur la définition de professions exigeantes, s'il est justifié qu'une personne exerçant un métier pénible puisse prendre sa retraite plus tôt, et sur la volonté de contribuer à un régime de retraite plus tôt pour ces professions par le biais d'une imposition plus élevée.

<http://ftp.iza.org/dp9462.pdf>

Gradual Retirement, Financial Incentives, and Labour Supply of Older Workers: Evidence from a Stated Preference Analysis (La retraite progressive, les incitations financières, et l'offre de travail des travailleurs âgés : résultats de l'analyse des préférences déclarées) /DE GRIP Andries/ELSAYED Ahmed/FOUARGE Didier,...

Bonn : Institute for the Study of Labor (IZA Discussion Paper, 9430), 2015, 42 p.

Selon les résultats d'études sur les travailleurs âgés aux Pays-Bas, les auteurs constatent que le remplacement des dispositifs de retraite à temps plein par des dispositifs offrant des possibilités de retraite progressive incite les travailleurs à partir à la retraite un an plus tard en moyenne. En particulier, les travailleurs ayant des tâches non routinières partent à un âge plus tardif quand ils en ont le choix. Les incitations financières affectent également l'âge prévu de départ. Néanmoins, on constate que la retraite progressive n'est pas une option privilégiée par la majorité des travailleurs, cela vaut en particulier pour les travailleurs ayant un salaire inférieur et ceux qui ont une plus grande espérance de vie.

<http://ftp.iza.org/dp9430.pdf>

How Has Shift to Defined Contribution Plans Affected Saving? (Comment le passage aux régimes à cotisations définies a-t-il affecté l'épargne ?) /AUBRY Jean-Pierre/CRAWFORD Caroline/MUNNELL Alicia.

Boston : Center for retirement research, Boston College (Center for Retirement Research Issue in Brief, 15-16), 2015, 7 p.

Aux Etats-Unis, on a tendance à croire que les personnes épargnent moins pour leur retraite en raison du passage de régimes à prestations définies (DB) aux régimes à cotisations définies (DC). Cette analyse utilise les données des Comptes nationaux des revenus et produits, pour comparer l'évolution de l'accumulation de droits dans les régimes à prestations à celle des contributions dans les régimes à cotisations définies de 1984 à 2012. Les résultats montrent que la part du total des salaires destinée à l'épargne-retraite a légèrement diminué au cours de cette période. Mais en incluant les rendements

des actifs accumulés, la variation annuelle du capital retraite est relativement stable, de sorte que le passage à des régimes à cotisations définies n'a pas conduit à moins d'épargne, au global. Ce qui a changé, c'est que les individus, plutôt que les promoteurs de régimes, supportent maintenant la totalité du risque.

http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2015/09/IB_15-16.pdf

OECD review of pension systems: Mexico (Examen de l'OCDE des systèmes de retraite : le Mexique).

Paris : OCDE, 2015, 162 p.

Les réformes du système des retraites au Mexique, en particulier l'introduction d'un système de comptes individuels à cotisations définies, ont considérablement amélioré la viabilité financière du système. Il reste à relever le défi de l'harmonisation progressive des règles pour l'ensemble des régimes de retraite, avec l'objectif ultime d'établir un système national des pensions véritablement identique pour tous les Mexicains, selon ce nouveau rapport de l'OCDE. L'institution émet également des recommandations relatives à l'augmentation des cotisations, la protection des personnes âgées contre la pauvreté - le taux de pauvreté au Mexique, est le deuxième plus élevé dans l'OCDE, après la Corée -, la promotion d'une plus grande concurrence entre les gestionnaires privés de fonds de pension.

<http://www.oecd.org/pensions/private-pensions/OECD-Mexico-Pension-System-Review-2015.pdf>

Pension coverage for parents and educational investment in children: evidence from urban China (Couverture vieillesse pour les parents et investissements dans l'éducation des enfants : l'exemple de la Chine urbaine) / DU Yang/MU Ren.

Washington D.C. : La Banque mondiale (Policy Research Working Paper, 7457), 2015, 49 p.

Lorsque la sécurité sociale fournit des pensions aux parents, ces derniers dépendent moins de leurs enfants comme soutiens financiers futurs, et leur besoin d'épargner pour la retraite décroît également. Dans cette étude, l'extension de la couverture vieillesse du secteur public au secteur non étatique dans la Chine urbaine est utilisée comme une quasi-expérience pour analyser l'impact intergénérationnel de la sécurité sociale sur les investissements dans l'éducation des enfants. Une augmentation significative de la dépense totale d'éducation est attribuable à l'extension de l'assurance vieillesse. Les résultats sont peu susceptibles d'être entraînés par d'autres tendances observables. Ils résistent à l'inclusion d'un grand nombre de variables de contrôle et à différentes spécifications.

<http://www->

wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/10/26/090224b08316d54c/10/Rendered/PDF/Pension0covera0nce0from0urban0China.pdf

Proposals of the Czech Expert Committee on pension reform: balancing fairness, attractiveness and sustainability (Propositions du Comité tchèque d'experts sur la réforme des retraites : trouver un équilibre entre équité, attractivité et pérennité) / JAHODA Robert.

Bruxelles : Commission européenne (ESPN - Flash report), 2015, 5 p.

Le Comité tchèque d'experts sur la réforme des retraites a présenté plusieurs propositions au cours de l'année dernière. Ces propositions visent à améliorer l'équité du calcul des pensions de retraite (1^{er} pilier), améliorer l'attractivité du régime d'épargne retraite supplémentaire (3^{ème} pilier) et mettre fin progressivement au système d'épargne à cotisations définies (2^{ème} pilier). Certaines propositions seront approuvées sans difficulté particulière, d'autres nécessiteront de longs débats à l'échelle de la société.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=14695&langId=en>

The 2015 Pension Adequacy Report: current and future income adequacy in old age in the EU (Rapport 2015 sur l'adéquation des retraites : adéquation actuelle et future des revenus des personnes âgées dans l'UE) / Commission européenne/Comité de la protection sociale.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2015, 376 p. + 368 p.

Cette édition 2015 du rapport sur l'adéquation des retraites évalue dans quelle mesure les pensions de retraite parviennent à fournir aux personnes âgées un revenu suffisant et à les protéger contre la pauvreté. Après avoir examiné le rôle des pensions dans les standards de vie actuels, le rapport traite de l'impact des récentes réformes des retraites, analyse les risques futurs qui pèsent sur l'adéquation des revenus des personnes âgées et fait des suggestions sur la façon dont ces risques pourraient être

traités par les Etats membres, notamment en incitant les femmes et les hommes à différer leur départ en retraite et à épargner davantage. Le rapport souligne également la nécessité de mettre en place des mécanismes qui protègent ceux qui ne peuvent avoir de carrière complète ni épargner suffisamment. Le volume I fournit l'analyse comparative au niveau de l'UE-28, le volume II détaille la situation de chaque Etat membre.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=14529&langId=en>

Will Social Security Keep Fewer of Tomorrow's Elderly out of Poverty ? (La sécurité sociale mettra-t-elle, demain, moins de personnes âgées à l'abri de la pauvreté ?) /SASS Steven.

Boston : Center for retirement research, Boston College (Center for Retirement Research Issue in Brief, 15-19), 2015, 9 p.

Après avoir interrogé la notion de pauvreté et souligné la complexité de sa définition, l'auteur compare les niveaux de pauvreté de plusieurs tranches d'âge et analyse l'incidence de la sécurité sociale sur la réduction de la pauvreté des plus âgés. Pour cela, il se fonde notamment sur des résultats d'étude compris entre 1959 et 2014 où il apparaît que si la sécurité sociale a longtemps participé à cette baisse, cette réussite pourrait être contrecarrée par l'obligation de combler les déficits du régime passant par la réduction du montant des prestations.

http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2015/10/IB_15-19.pdf

Protection sociale Financement

Projections du coût de l'APA et des caractéristiques de ses bénéficiaires à l'horizon 2040 à l'aide du modèle Destinie /MARBOT Claire/ROY Delphine.

In : Insee - Economie et statistique, 481-482, décembre 2015, 26 p.

Le modèle de microsimulation des retraites Destinie a été étendu en 2011 de façon à permettre des projections de coûts de la dépendance. Cet article présente la méthode mise en œuvre pour construire ce module dépendance et les principaux résultats de l'exercice conduit en 2011. Il propose des projections financières de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) qui croisent trois scénarios de prévalence avec deux hypothèses macroéconomiques et deux hypothèses d'indexation du barème de cette prestation. Le montant total de l'APA représenterait entre 0,54 et 0,71 point de PIB à l'horizon 2040, selon le degré d'optimisme du scénario, contre 0,4 point de PIB en 2010. La part de ce montant prise en charge par les collectivités locales représenterait entre 0,29 et 0,51 point de PIB, contre 0,27 point en 2010, le complément restant à charge des ménages.

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ES481H.pdf

Protection sociale Protection sociale complémentaire

Classement 2015 des IP-GPS : toujours plus gros et plus divers /VIEL Laure.

In : L'Argus de l'assurance, 7429, 23/10/2015, 5 p.

L'année 2015 est marquée par la diversification des activités des groupes de protection sociale hors de leur domaine d'action traditionnel. AG2R La Mondiale, Malakoff-Médéric et tout récemment Apicil recherchent une croissance externe. Pour autant, tout rapprochement entre groupes paritaires n'est pas exclu. Le classement des institutions de prévoyance et des groupes de protection sociale, par montants, risque, famille, niveau de solvabilité, est annexé à l'article.

Dessine-moi la mutuelle de demain : top 30 de la mutualité 2015 /VIEL Laure.

In : L'Argus de l'assurance, 7432, 13/11/2015, 8 p.

Le classement des mutuelles est plutôt stable. Pour autant, les fusions continuent, entraînant de nouveaux entrants dans le haut du tableau, issus du regroupement de petites mutuelles. L'accord sur les complémentaires santé comme la mise en œuvre de la directive solvabilité II ne sont pas étrangers à ces bouleversements.

Les Groupes de protection sociale poussés à la retraite /CHARON Séverine.

In : La Tribune de l'assurance, 207, novembre 2015, 5 p.

Les groupes de protection sociale subissent une pression plus importante au fur et à mesure des années : réduction des coûts, en particulier informatiques. Ils sont également soumis à la directive de Solvabilité II d'une part, et aux contraintes dictées par les fédérations Agirc et Arrco, d'autre part. Ces changements ne sont pas sans conséquence sur les activités des équipes travaillant dans les groupes.

Protection sociale Solidarité intra et inter générationnelle

Les Bénéficiaires de minima sociaux en 2013 /CALVO Mathieu.

In : Drees - Etudes et résultats, 945, décembre 2015, 6 p.

Au 31/12/2013, 4,02 millions de personnes perçoivent l'un des neuf minimas, soit une hausse de 4,8% en un an. Cette hausse concerne davantage les hommes (+ 5,6%) que les femmes (+ 4,0%). Avec les conjoints et les enfants à charge, 10,9% de la population française est couverte par les minimas sociaux. La baisse du nombre d'allocataires du minimum vieillesse se poursuit, de 1,2% en un an.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er945.pdf>

Les Jeunes et la protection sociale.

In : EN3S - Regards, 48, novembre 2015, 152 p.

Sans confiance et adhésion des jeunes générations, la construction collective que représente la sécurité sociale aura bien du mal à survivre. Ce numéro accompagne cette réflexion sous plusieurs angles : la place réservée aux jeunes dans la protection sociale, mais aussi la question de la pédagogie pour enseigner ou transmettre les valeurs qui sont la base de la sécurité sociale. Il offre des regards croisés venant d'univers différents : sociologues, économistes, enseignants.

Protection sociale En Europe et dans le monde

Belgique - Le crédit-temps en fin de carrière : la fin d'un succès /WELS Jacques.

In : Ires - Chronique internationale, 151, octobre 2015, 11 p.

Après un historique des évolutions législatives belges qui ont permis la mise en œuvre du crédit-temps et ont conduit à son succès, l'auteur évoque brièvement les dispositions récemment entrées en vigueur qui visent à maintenir les seniors dans l'emploi.

<http://www.ires.fr/images/files/Chronique/C151/C151-3.pdf>

The European welfare state - Visions for reform (L'Etat Providence en Europe : visions pour une réforme) /BEGG Iain/MUSHOVEL Fabian/NIBLETT Robin.

Paris : Institut Jacques Delors, 2015, 26 p.

Cette publication est élaborée dans le cadre du projet pan-européen « Vision Europe », dont l'Institut Jacques Delors est partenaire, avec notamment la Fondation Bertelsmann Stiftung (Allemagne) et l'Institut Bruegel (Belgique). La note pose le cadre des défis que doit affronter l'Etat providence en Europe et développe des recommandations pour des politiques innovantes assurant la soutenabilité financière des Etats-Providence nationaux dans un contexte de pression budgétaire.

<http://www.institutdelors.eu/011-21990-Vision-Europe-Le-Futur-de-l-Etat-Providence.html>

Les Systèmes de retraites et d'assurance maladie en France et en Allemagne : éléments de comparaison.

Paris : Cour des comptes, 2015, 115 p.

Dans le cadre de son rapport annuel 2015 sur la Sécurité sociale, la Cour des comptes met en perspective les systèmes de retraite et d'assurance maladie français et allemand. Ces systèmes reposent en matière de retraites comme d'assurance maladie sur un principe assurantiel organisant la protection à partir des différentes catégories professionnelles et la finançant de manière prépondérante par des cotisations sociales assises sur les salaires. Au-delà, les deux systèmes reflètent des conceptions différentes de la place à reconnaître aux impératifs d'équité, de compétitivité économique et d'équilibre financier. Les choix collectifs propres à chaque pays se manifestent dans l'étendue de la couverture obligatoire et les niveaux de prise en charge des risques. En matière de

retraites, le système allemand accorde de fait une place plus modeste qu'en France aux dispositifs de solidarité, tandis qu'en matière d'assurance maladie, l'assurance légale allemande a conservé des taux de remboursement plus élevés sur un « panier de soins » plus étroit.

<https://www.ccomptes.fr/content/download/85053/2060750/version/3/file/20150915-rapport-securite-sociale-2015-syst%C3%A8mes-retraites-assurance-maladie-France-Allemagne-elements-comparaison.pdf>

Marché du travail

Evolution de la population active

L'Emploi dans les très petites entreprises fin 2014 : un salarié sur cinq travaille dans une entreprise de moins de 10 salariés /LE NINIVIN David/VINCENT Ludovic.

In : Dares - Analyses, 95, décembre 2015, 6 p.

Les entreprises de 1 à 9 salariés regroupent 20% de l'emploi salarié concurrentiel. Au 31/12/2014, elles emploient en moyenne 3 salariés, mais 36% ne comptent qu'un seul salarié. 28,3% des salariés des TPE travaillent à temps partiel, 13,8% sont en CDD, 7,4% bénéficient d'un emploi aidé, dont 78% dans le cadre d'une formation en alternance.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-095.pdf>

Emploi et chômage des 15-29 ans en 2014 /GALTIER Bénédicte/MINNI Claude.

In : Dares - Analyses, 88, décembre 2015, 12 p.

53,8% des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont sur le marché du travail en 2014 : 44% occupent un emploi et 9,8% sont au chômage, soit un taux de chômage de 18,3%. 13,7% des jeunes ne sont ni en emploi, ni en formation. Fin 2014, les principaux indicateurs du marché du travail des 15-29 ans sont pour la plupart proches de leur niveau de fin 2012. Dans un contexte de durée des études stable, le taux d'activité a baissé de 0,1 point en 2 ans.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-088.pdf>

Les Sortants des listes de Pôle emploi en 2014 : le taux de reprise d'emploi toujours en baisse /BERNARDI Valérie.

In : Dares - Analyses, 90, décembre 2015, 10 p.

En 2014, 8,3% des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C un mois donné sont sortis le mois suivant de ces catégories. Ce taux de sortie baisse de 0,1 point par rapport à 2013 et de 4 points par rapport à 2007. Le taux de sortie pour reprise d'emploi atteint 3,6% en moyenne en 2014. Il diminue de 0,3 point entre 2013 et 2014. Cette baisse affecte davantage les seniors. Les emplois durables, qui regroupent CDI, contrats de 6 mois ou plus et créations d'entreprise, sont majoritaires parmi les emplois occupés à la sortie (66% en 2014, soit +3 points par rapport à 2013). Les CDI en représentent 33%.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dr2015-090.pdf>

Une photographie du marché du travail en 2014 /GUGGEMOS Fabien/VIDALENC Joëlle.

In : Insee Première, 1569, octobre 2015, 4 p.

En 2014, en France métropolitaine, 25,8 millions de personnes ont un travail et 2,8 millions sont au chômage au sens du BIT. Le secteur tertiaire concentre une part toujours plus importante des emplois (77%) et près de neuf actifs occupés sur dix sont des salariés. En France métropolitaine, le chômage concerne 9,9% des actifs en moyenne en 2014, comme en 2013.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1569/ip1569.pdf>

Marché du travail

Migrations et population active

La Mobilité géographique : ressource ou fragilité pour l'emploi ? /SIGAUD Thomas.

In : CEE - Connaissance de l'emploi, 125, novembre 2015, 4 p.

Les chiffres incitent à la prudence quant aux effets de la mobilité géographique sur le chômage et l'emploi. Sur quatre décennies étudiées (1970-2012), les chances de retour à l'emploi des chômeurs ayant changé de département sont de plus en plus proches de celles des actifs qui n'ont pas bougé.

Le Travail hors de France : relation de travail - Protection sociale /LHERNOULD Jean-Philippe.

In : *Liaisons sociales Les thématiques*, 34, décembre 2015, 106 p.

Pendant ses périodes de travail hors de France, le salarié doit bénéficier d'une couverture sociale efficace. De quel système de protection sociale relève-t-il ? Qu'en est-il de sa famille, si elle restée en France ou si elle réside à l'étranger avec lui ? Le salarié envoyé en mission hors de France a vocation de retour, les difficultés liées à ce retour sont nombreuses. Comment le réintégrer dans l'entreprise à l'issue de sa mission ? Quelle sera sa couverture sociale ? Autant de questions auxquelles ce numéro répond. Le point spécial est consacré à l'emploi des travailleurs étrangers.

**Marché du travail
Carrières et salaires**

Les Arrêts maladie de longue durée pénalisent les trajectoires professionnelles /BARNAY Thomas/FAVROT Julie/POLLAK Catherine.

In : *Drees - Etudes et résultats*, 938, octobre 2015, 4 p.

Parmi les salariés du secteur privé ayant été arrêtés plus d'un mois dans l'année pour maladie, 15% des femmes et 11% des hommes sont au chômage ou inactifs l'année suivante. Ce constat n'est pas seulement attribuable à une moindre qualité des emplois occupés par les personnes en mauvais état de santé. Il témoigne d'un effet pénalisant des arrêts maladie sur les trajectoires professionnelles, aussi bien chez les femmes que chez les hommes. Cet effet est d'autant plus marqué que la période passée en arrêt maladie est longue.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er938.pdf>

Emploi du temps /ALLEGRE Guillaume/BROUSSE Cécile/PAILHE Ariane,...

In : *Insee - Economie et statistique*, 478-480, octobre 2015, 274 p.

Le dossier d'Economie et Statistique réunit huit articles mobilisant les données de l'enquête Emploi du temps 2010 (EDT2010), collectée entre septembre 2009 et septembre 2010. Sont notamment au sommaire de ce dossier :

- travail professionnel, tâches domestiques, temps « libre » : quelques déterminants sociaux de la vie quotidienne ;
- de l'organisation des journées à l'organisation de la semaine : des rythmes de travail socialement différenciés ;
- le temps domestique et parental des hommes et des femmes : quels facteurs d'évolutions en 25 ans ?
- ressources économiques des femmes et travail domestique des conjoints : quels effets pour quelles tâches ?

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?reg_id=0&ref_id=ECO478

Ségrégation professionnelle et écarts de salaires femmes-hommes /TOUTLEMONDE Fabien.

In : *Dares - Analyses*, 82, novembre 2015, 12 p.

En 2012, le salaire horaire net des femmes était inférieur de 16,3% en moyenne à celui des hommes. L'écart de salaire horaire net entre les femmes et les hommes a tendance à se creuser à mesure que la qualification croît. Les inégalités salariales tiennent aussi au fait que les femmes sont davantage que les hommes employées dans les métiers les moins rémunérateurs. En 2012, le salaire horaire net moyen des métiers dits «féminins» était inférieur de près de 19% à celui des métiers «masculins».

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-082-2.pdf>

**Démographie
Aspects démographiques et économiques du vieillissement**

Les Ehpad, des lieux-ressources dans les territoires ?

In : *Actualités sociales hebdomadaires*, 2930, 23/10/2015, 4 p.

Les établissements destinés au grand âge commencent à tirer les leçons de trois décennies de médicalisation à marche forcée. Pouvoirs publics et gestionnaires s'accordent sur la nécessité de faire de ces institutions des lieux ouverts inscrits dans un environnement dynamique en s'appuyant entre autres sur les nouvelles technologies. Mais encore faut-il que ce mouvement soit au service de la vie sociale des résidents.

Les Mobilités des retraités, un enjeu du vieillissement /JOEL Marie-Eve/ROBINE Jean-Marie.

In : Cnav - Recherche sur le vieillissement, 5, octobre 2015, 3 p.

Avec la progression de la longévité, les multiples formes de mobilité des personnes vieillissantes suscitent la recherche, qu'il s'agisse de la capacité à se déplacer individuellement ou des changements de domicile. Cet article fait le point sur l'état des recherches en matière de mobilité.

<http://www.statistiques-recherches.cnav.fr/images/publications/lettre-info-gdr/GDR-Lettre-information-5.pdf>

Do We Need a Price Index for the Elderly? (Avons-nous besoin d'un indice des prix pour les personnes âgées ?) /CHEN Anqi/MUNNELL Alicia.

Boston : Center for retirement research, Boston College (Center for Retirement Research Issue in Brief, 15-18), 2015, 8 p.

La nouvelle récente qu'il n'y aurait pas, aux Etats-Unis, d'ajustement au coût de la vie des prestations de sécurité sociale (COLA) en 2016 incitera certains à prétendre qu'un indice d'inflation pour les seules personnes âgées aurait montré une hausse des prix. Historiquement, un indice expérimental pour les personnes âgées (le CPI-E) a régulièrement augmenté plus rapidement que l'indice plus large utilisé pour la COLA (CPI-W). Cependant, depuis 2002, les indices moyen CPI-W et CPI-E ont été pratiquement identiques principalement en raison de la croissance plus lente des dépenses de santé. Si celle-ci reste faible, les deux indices peuvent se maintenir au même niveau. Dans le cas contraire, il faudrait peut-être utiliser un indice conçu spécifiquement pour les personnes âgées.

http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2015/10/IB_15-18.pdf

Démographie

Bilan démographique en France

Le Chômage retarde l'arrivée du premier enfant en France.

In : Population et sociétés, 528, Décembre 2015, 4 p.

Chez les moins de 35 ans, la forte progression du chômage depuis la crise économique de 2008 ne s'est pas accompagnée d'une baisse de la fécondité : celle-ci s'élève en 2014 à 1,98 enfant par femme. Selon ces chiffres, les intentions de fécondité sont plus souvent concrétisées lorsqu'il s'agit d'un deuxième enfant, soit pour plus de la moitié des répondants. Les chômeurs sans enfant ont moins l'intention d'avoir un enfant ; après 3 ou 6 ans, les personnes qui souhaitent un enfant ont moins souvent engagé une grossesse.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/24752/population.societe.2015.528.chomage.fecondite.valeria.lesin.fr.pdf

Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie en 2014 : une démographie toujours dynamique /BROUSTET David/RIVOILAN Pascal.

In : Insee Première, 1572, novembre 2015, 4 p.

La Nouvelle-Calédonie compte 269 000 habitants en août 2014. Le vieillissement de la population s'accélère, mais la part des jeunes reste élevée. La croissance de sa population demeure l'une des plus dynamiques des îles du Pacifique. Depuis 2009, date du précédent recensement, la population s'est accrue de 23 000 personnes. Les Calédoniens ont des diplômes de plus en plus élevés, mais les différences de niveau de formation entre les communautés perdurent. La taille des ménages continue de diminuer et le confort des logements de s'améliorer malgré des disparités provinciales persistantes.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1572/ip1572.pdf>

Démographie

Bilan démographique en Europe et dans le monde

Repères démographiques 1945-2015 / *VERON Jacques*.

In : *Population et sociétés*, 526, octobre 2015, 4 p.

A l'occasion des 70 ans de l'Institut national d'études démographiques (Ined), ce numéro présente une « chronologie démographique » retraçant les dates significatives des principales évolutions démographiques en France et dans le monde de 1945 à 2015.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/24286/population.societes.2015.526.reperes.demographiques.fr.pdf

People in the EU: who are we and how do we live ? 2015 Edition (Les européens : qui sont-ils et où vivent-ils ? - Edition 2015) / *Eurostat*.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne (Statistical books), 2015, 180 p.

Ce rapport s'appuie sur les résultats du recensement de la population et des logements effectué en 2011 dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne et des pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Il y est brossé un tableau détaillé de la population, des ménages et du logement, de la situation démographique jusqu'aux structures des ménages et des familles de l'UE, en passant par la mobilité géographique dans l'Union ou le vieillissement croissant des sociétés. En conclusion, les auteurs examinent les défis démographiques futurs auxquels l'UE pourrait se trouver confrontée.

<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/7089681/KS-04-15-567-EN-N.pdf/8b2459fe-0e4e-4bb7-bca7-7522999c3bfd>

Généralités

Actualité du droit social de l'Union européenne : 2014/2015 / *LAULOM Sylvaine*.

In : *Lamy - Semaine sociale, Supplément au 1702*, 14/12/2015, 59 p.

Le renforcement de la dimension sociale est à nouveau annoncé dans le cadre de la rénovation du semestre européen en cours. Protection des personnes les plus vulnérables, réaffirmation du rôle des partenaires sociaux, réapparition de la « flexicurité », nouvel élan pour mieux relever les défis touchant à l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle,...autant d'annonces qui pèchent par l'absence de mesures concrètes. Seules deux propositions de directives sont annoncées comme prioritaires : celle en faveur d'un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs des sociétés cotées en bourse et celle relative à l'égalité de traitement entre les personnes. L'actualité du droit social de l'UE reste essentiellement jurisprudentielle, plusieurs arrêts retiennent l'attention dans des champs très divers.

France, portrait social - Edition 2015.

Paris : Insee (*Insee - Références*), 2015, 252 p.

Cet ouvrage propose une vue d'ensemble de la société française, en matière de démographie, de marché du travail, de revenus et de conditions de vie. Quarante fiches sur ces thèmes présentent les chiffres essentiels avec des comparaisons européennes. Quatre dossiers apportent un éclairage sur le sentiment d'aisance financière des ménages, le partage des revenus et du pouvoir de décision dans les couples, les déterminants économiques du choix d'entrer dans la fonction publique et enfin, l'effet des réformes des prestations et prélèvements intervenues en 2014 sur le niveau de vie des ménages et les inégalités.